|  |
| --- |
| Jean-Jacques GISLAIN  professeur titulaire, Département des relations industrielles, Université Laval  Printemps 1982  “Quel socialisme pour la France ?”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca).

[Page web](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html) dans Les Classiques des sciences sociales :

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html>

à partir du texte de :

Jean-Jacques Gislain

**“Quel socialisme pour la France ?”**

In revue ***Interventions sociales pour une alternative sociale,* LA QUESTION RÉGIONALE**, pp. 17-28. Montréal : Revue ***Interventions économiques*** *pour une alternative sociale,* no 8, printemps 1982, 160 pp.

[Madame Diane-Gabrielle Tremblay, économiste, et professeure à l'École des sciences de l'administration de la TÉLUQ (UQÀM) nous a autorisé, le 25 septembre 2021, la diffusions en libre accès à tous des numéros 1 à 27 inclusivement le 25 septembre 2021 dans Les Classiques des sciences sociales.]

 Courriel : Diane-Gabrielle Tremblay : [Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca](mailto:Diane-Gabrielle.Tremblay@teluq.ca)

Professeure École des sciences de l'administration

Université TÉLUQ, Tél : 1 800 665-4333 poste : 2878

et [dostaler.gilles@uqam.ca](mailto:dostaler.gilles@uqam.ca)

[Jean-Jacques.Gislain@rlt.ulaval.ca](mailto:Jean-Jacques.Gislain@rlt.ulaval.ca), [alain.noel@umontreal.ca](mailto:alain.noel@umontreal.ca)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

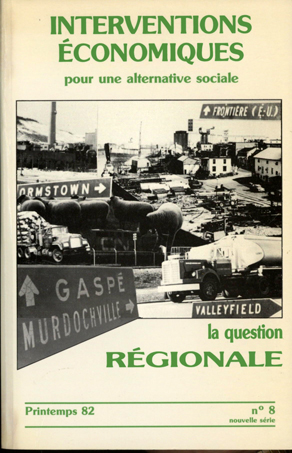
Édition numérique réalisée le 12 mars 2023 à Chicoutimi, Québec.



Jean-Jacques GISLAIN

professeur titulaire, Département des relations industrielles, Université Laval

“Quel socialisme pour la France ?”



In revue ***Interventions sociales pour une alternative sociale,* LA QUESTION RÉGIONALE**, pp. 17-28. Montréal : Revue ***Interventions économiques*** *pour une alternative sociale,* no 8, printemps 1982, 160 pp.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[17]

**Interventions économiques***pour une alternative sociale*

**Nos 8.  
*LA QUESTION RÉGIONALE***

QUEL SOCIALISME  
POUR LA FRANCE

Par Jean-Jacques GISLAIN

Enfin, après vingt trois années d’espoir et de luttes politiques, la Gauche est au pouvoir en France. Mais que signifie au juste « la Gauche » dans le jargon politique français ? Historiquement la gauche française est constituée quasi exclusivement de ces deux grandes formations politiques que sont le Parti socialiste (PS) adhérent de la Ile Internationale (sociale démocrate réformiste) fondée en 1889, dont le NPD est le représentant au Canada ; et le Parti communiste (PC) issu de la Ille Internationale (marxiste léniniste) fondée en 1919, défunte en 1943 mais qui se perpétue implicitement, tout du moins dans le cas du PC français sous l’égide de « l’internationalisme prolétarien » soviétique. Outre la reconnaissance commune des règles du jeu de la démocratie parlementaire édictées par la Constitution de la Ve République (1958) quant à la prise du pouvoir d’État, ces deux formations se différencient quant au projet de société qu’elles proposent.

Au niveau politique, alors que le PC assigne au Parti, « avant garde éclairée de la classe ouvrière », un rôle « particulier » dans les institutions pour l’édification d’un « socialisme aux couleurs de la France », démocratie en sus du « socialisme réel » tel qu’il existe dans les républiques populaires de l’Europe de l’Est et en Union soviétique ; le PS se place résolument dans une perspective de démocratie parlementaire de type occidental, même si le Parti doit jouer un rôle puissant de propositions à l’Assemblée nationale sinon de revendication dans tous les secteurs de la vie sociale.

Sur le plan économique, le PC propose l’étatisation massive des moyens de production et l’élaboration d’une planification centralisée et démocratique qui doivent assurer aussi bien une forte croissance économique nationale et un haut niveau de consommation pour « les larges masses populaires ». Le PS, de son côté, ne remettant pas en cause l’économie de marché, propose une gestion « plus équitable » de l’activité économique en faveur des travailleurs salariés et des couches défavorisées de la population, brisant les disparités régionales, ...avec la possibilité lorsque l’intérêt national le réclame de nationaliser certaines grandes sociétés privées, et la nécessité de procéder face à l’anarchie capitaliste, à une planification indicative et en partie décentralisée. Les divergences, on le voit, sont importantes. Toutefois le PC et le PS étaient tombés d’accord en 1972 sur un « Programme commun de gouvernement » qui constituait un compromis politique entre les différentes « sensibilités » de la gauche. Après la rupture de l’accord en 1977, due en grande partie à des interprétations contradictoires sur le texte du Programme commun, notamment sur le nombre et la nature des nationalisations à effectuer en cas de victoire de la Gauche, et après la défaite électorale de la Gauche aux législatives en 1978, chacun des deux partis repris son autonomie politique et fit reposer sur l’autre la responsabilité de la rupture tout en voulant s’approprier le capital politique issu de l’espérance populaire unitaire qu’avait fait naître le Programme commun.

C’est dans cette ambiance de zizanie et de discorde que la Gauche alla en rangs dispersés aux élections présidentielles de 1981.

[18]

La victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles des 26 avril et 10 mai, l’obtention par les socialistes de la majorité absolue des sièges de députés (269 sur 488) aux élections législatives des 14 et 21 juin, la déconfiture électorale du PC qui perd un quart de son électorat et la moitié de ses sièges à l’Assemblée nationale (86 à 44) pour entrer ensuite au gouvernement pieds et poings liés, la défaite et le déchirement de la droite entre sa fraction « moderniste » giscardienne et sa fraction « traditionnaliste » chiraco-gaulliste, autant d’événements qui ont surpris les Français malgré que ce soient eux-mêmes qui, au moyen de leurs bulletins de vote, aient produit ce changement historique.

L’accession des socialistes au pouvoir sur un programme, les 110 propositions électorales de F. Mitterrand, qui aménage le défunt Programme commun « à la sauce socialiste », a eu dans un premier temps, ce temps ne semble d’ailleurs pas révolu, la curieuse conséquence de produire ce que d’aucuns ont appelé « l’état de grâce », maladie bizarre du corps social français qui, subitement, sous l’effet de choc de l’événement historique, semble perdre la mémoire des âpres luttes sociales du passé. Les couches sociales objectivement de droite étant largement minoritaires en France, la réconciliation entre la nouvelle majorité politique et la « majorité sociale » du pays fait que cette première période d’activité du gouvernement de gauche, en fait pour être plus précis il faudrait dire du gouvernement socialiste, semble bénéficier d’une forte adhésion populaire jointe à une étrange amnésie des luttes revendicatives passées malgré que celles-ci aient été incontestablement le ferment de la défaite de la droite et l’expression de la volonté populaire d’une politique économique et sociale en accord avec les aspirations réelles des travailleuses et travailleurs.

À n’en pas douter le réveil sera sévère et les luttes futures pour faire entrer dans les faits autant de revendications accumulées seront d’une âpreté dont le gouvernement socialiste sera obligé de tenir compte sinon de s’y plier. Maintenant les cartes sont sur la table, la « nouvelle donne » peut commencer, le gouvernement socialiste a la main. Le nouveau pouvoir socialiste a bien entendu un programme qui se veut à la dimension du changement politique intervenu en France.

C’est ce programme constitué des « grands dossiers » des affaires de la France et les difficultés qu’il représente que nous allons étudier dans un premier temps pour ensuite tenter d’analyser quels peuvent être les points de rupture multiples jusqu’où ne peut pas aller le nouveau gouvernement.

Les grands dossiers

Dans son discours-programme du 9 juillet devant l’Assemblée nationale Pierre Mauroy, premier ministre, a présenté les grandes orientations de la nouvelle législature ainsi que la politique économique et sociale qu’entend mener le gouvernement socialiste dans les prochaines années.

C’est en reprenant dans ses grandes lignes le programme socialiste que le chef du gouvernement a annoncé : « La France que nous voulons bâtir avec tous les Français, c’est une *France forte* du travail de tous les siens ; c’est une *France solidaire*, soucieuse de créer pour tous les conditions de la justice sociale et de la dignité ; c’est une *France responsable* fondant à tous les niveaux de décision, les bases d’une « nouvelle citoyenneté » ; c’est une *France entreprenante* et volontaire, décidée à reconquérir la maîtrise de son appareil de production ; c’est une *France fière* de son message universel de paix et de progrès, la France des droits de l’homme, championne d’un nouvel ordre international. » Voilà pour l’esprit. [19] Quant à la lettre, quels seront les moyens d’une telle politique ?

Nationaliser quoi,  
comment et pour qui ?

En rupture avec l’anarcho-syndicalisme du dix-neuvième siècle et du début du vingtième, l’idée des nationalisations est née en France de la volonté des organisations ouvrières de rationaliser l’activité économique face à l’anarchie capitaliste génératrice de gaspillage. L’État, seul garant de « l’intérêt collectif » devrait être investi de cette tâche en nationalisant les secteurs clefs de l’économie nationale.

À la différence des nationalisations de 1938 (les industries de guerre) et de 1945 (les secteurs clefs nécessaires à la reconstruction et l’expropriation des collaborateurs), le projet de nationalisation présenté par le gouvernement socialiste est conçu clairement comme la mise en place d’une politique réformiste qui donnerait à l’État les moyens de sa politique économique.

Avant de voir la teneur exacte du projet socialiste il est nécessaire de mettre en évidence les éléments essentiels du débat sur les nationalisations.

*En* *premier lieu*, il est nécessaire de définir quelle doit être la politique économique *structurelle* sur laquelle sera fondée l’acquisition totale ou partielle par l’État des « unités économiques » nationalisables.

Au niveau de *l’espace économique international*: faut-il privilégier l’indépendance et l’autonomie nationale en se dotant du contrôle et éventuellement de la création des secteurs essentiels et stratégiques d’une économie développée ou faut-il accentuer les avantages comparatifs existants dans certains secteurs en prenant le contrôle de ceux-ci et en les réorganisant sur la base d’une intégration internationale plus poussée ?

Au niveau de *l’armature* des nouvelles « entreprises » nationalisées : faut-il procéder à une réorganisation, démembrement et recomposition, sur une base sectorielle, toutes les entreprises de même nature économique étant regroupées sous une même autorité juridique, ou faut-il accentuer la tendance à la diversification des activités au sein de nouveaux « groupes » nationalisés ?

Enfin, au niveau du *contrôle financier*: faut-il que l’autorité publique détienne tout le capital des nouvelles entreprises nationalisées, ou simplement une majorité de contrôle suffisante à l’imposition d’une politique définie ? Faut-il conserver le contrôle de l’ensemble des unités économiques des anciens groupes privés, ou se délester de certaines d’entre elles en faveur du secteur privé ?

*En* *second lieu*, il est nécessaire de définir les modalités du coût des nationalisations pour la nation. La problématique du type d ’*indemnisation* le plus « adéquat » porte en son sein le révélateur de la volonté politique soit de continuer à jouer les règles du jeu du système capitaliste, indemnisation « équitable » des anciens détenteurs du capital nationalisé, soit de rompre la logique capitaliste en expropriant *réellement,* sans indemnités, la bourgeoisie monopoliste industrielle et financière, avec éventuellement une indemnité « compensatrice », sous forme d’obligations garanties, pour les petits porteurs.

*Enfin*, ce qui est peut-être le plus important, il est nécessaire de définir le *mode de gestion* de ces nouvelles entreprises nationalisées. Mode de gestion qui indu de façon essentielle le type de participation des travailleurs aux modalités de prise de décision et de fonctionnement de l’entreprise.

- Au niveau de la *stratégie économique* de l’entreprise ; faut-il privilégier à tout prix la compétitivité et l’insertion dans les créneaux de l’économie internationale qui semblent les plus profitables, ou faut-il, tout en améliorant la qualité de la vie au travail, axer les efforts vers la satisfaction [20] des besoins sociaux dans le cadre national, et cela peut-être au prix d’une plus faible productivité ?

- Au niveau du *fonctionnement de l’entreprise*: faut-il accentuer la « rationalisation » de l’organisation du travail et de la gestion de la main-d’oeuvre, continuer à mettre de l’avant « l’efficacité » décisionnelle des dirigeants « responsables », ou faut-il, dès maintenant, s’engager dans un processus de mise en place de l’autogestion.

Au regard du projet présenté (voir encadré) et qui sera probablement voté avec peu de modifications, le gouvernement socialiste s’oriente vers un type de nationalisation, « à la Renauld ». À savoir, fondé sur :

- la mise sur pied ou le renforcement d’entreprises puissantes dans un secteur économique, pouvant se faire ou conserver une place dans la compétition internationale ;

- l’élaboration de structures industrielles

|  |
| --- |
| **NATIONALISATIONS**  **Importance**  Le poids relatif des sociétés qui vont passer sous contrôle de l'État, en pourcentage par rapport au total, est de 15% des salariés et de près de 30% du chiffre d'affaires de l’industrie. Le champ des nationalisations s ’étend donc à la quasi totalité de la sidérurgie, toute la production de l’aluminium, la moitié de celle du verre, toute la chimie fine, une grande partie de la construction électrique, lourde et légère, toute la filière de l’électronique, un secteur non négligeable du bâtiment et des travaux publics, une bonne branche de la pharmacie, et de la métallurgie fine, qui viennent s'ajouter aux nationalisations déjà effectuées, comprenant, entre autres, la quasi totalité du secteur énergétique, du secteur des transports, et la moitié du secteur automobile. À ceci vient s’ajouter la nationalisation de 36 banques (en fait 88 par le biais des contrôles) et des deux plus grandes compagnies financières françaises (Suez et Paribas). Ce qui conduit, avec ce qui était déjà sous le contrôle de l'État, à un secteur bancaire nationalisé représentant plus de 75% des crédits distribués et 74% des dépôts collectés, le reste allant au secteur mutualiste (18% et 22%), aux 151 banques étrangères (5% et 3%), et enfin aux 71 petites (seuil de 1 milliard de francs — 213 millions de dollars canadiens) banques privées (1% et 1%).  **Indemnisation**  Les actionnaires des sociétés nationalisées seront indemnisés par l’émission d’obligations par la Caisse Nationale de l’Industrie et la Caisse Nationale des Banques. Ces obligations verseront un intérêt semestriel égal au taux de rendement des emprunts d'État. La valeur d’échange des actions des sociétés nationalisées sera égale : pour 50% à la moyenne de capitalisation boursière résultant des premiers cours cotés constatés sur le marché à terme, ou à défaut au comptant, entre le 1er janvier 1978 et le 31 décembre 1980 : pour 25% à la situation nette comptable telle qu'elle résulte des comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 1980 ; et pour 25% au produit par 10 du bénéfice net moyen au cours des exercices 1978, 1979 et 1980.  La Commission des Opérations de Bourse (C.O.B.) a calculé que l’indemnisation totale des actionnaires reviendra à 35 milliards de francs (7,45 milliards de dollars canadiens). |

[21]

Groupes industriels passant sous le contrôle de l’État

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Groupes** | Effectifs | | | Chiffre d’affaires | | Valeur ajoutée | Investissement |
| Groupe | Société mère | À l’étranger | Groupe | À l’étranger | Groupe | Groupe |
| Dassault | 15 553 | 15 553 | — | 1 515 | 1 245 | 621 | 29 |
| Roussel Uclaf | 17 041 | 6 446 | 6 444 | 962 | 596 | 453 | 53 |
| I.T.T. France | 15 000 | 7 700 | — | 872 | 35 | indéter. | indéter. |
| Thomson-Brandt | 126 300 | 9 832 | 14 000 | 6 384 | 2 614 | 2 819 | 269 |
| Honeywell-Bull | 19 054 | 14 423 | 4 300 | 1 091 | 508 | 596 | 206 |
| Saint-Gobain | 147 808 | 237 | 85 712 | 7 559 | 5 064 | 3 541 | 474 |
| Compagnie Générale d’électricité | 149 500 | 394 | 31 000 | 7 449 | 2 553 | 2 133 | 209 |
| Péchiney-Ugine-Kuhlmann | 91 900 | 375 | 21 244 | 7 203 | 3 817 | 2 828 | 346 |
| Rhône-Poulenc | 102 000 | 19 | 31 808 | 7 187 | 3 839 | 2 890 | 468 |
| Usinor-Sacilor | 88 341 | 56 981 | — | 6 812 | 2 292 | 1 833 | 259 |
| Matra | 20 000 | 5 836 | — | 1 595 | 851 | 617 | 30 |

(Chiffres en millions de dollars canadiens ; 1 dollar canadien égale environ 4,7 francs français.) Sources : journal Le Monde du 14/06/1981.

Indemnisation des principales sociétés nationalisées

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **SOCIÉTÉS** | Nombre d’actions au 31/12/80 | Estimation de l’indemnisation par action au 31/12/80 | Cours coté au 08/05/91 |
| **Groupes industriels** |  |  |  |
| Rhône-Poulenc | 22 728 684 | 29 | 17 |
| Péchiney-Ugine-Kuhlmann | 25 491 353 | 22 | 17 |
| Saint-Gobain | 34 650 000 | 33 | 23 |
| Compagnie Générale d’Électricité | 7 046 462 | 72 | 61 |
| Thomson-Brandt | 6 340 000 | 55 | 40 |
| **Compagnies financières** | | | |
| Suez | 9 469 208 | 68 | 56 |
| Paribas | 16 461 018 | 47 | 42 |
| **Banques** | | | |
| Crédit du Nord | 4 081 220 | 21 | 12 |
| Crédit Commercial de France | 6 688 011 | 34 | 30 |
| Crédit Industriel et commercial | 4 527 667 | 34 | 23 |

Sources : Estimation de la C.O.B. (Commission des Opérations de Bourse) ; journal Le Monde du 28/09/81. Chiffres en dollars canadiens.

[22]

reposant sur un certain nombre de secteurs industriels clefs, avec la possibilité de conserver des prises de participation sélectives et de rejeter dans le secteur privé les activités économiques qui ne sont pas considérées comme stratégiques pour l’économie nationale ;

- l’indemnisation « équitable » du capital nationalisé avec l’espoir que celui-ci refera le chemin de l’industrialisation en se redéployant dans les secteurs encore peu développés ;

- la définition d’un type de gestion des entreprises nationalisées qui devra allier, à la fois, l’efficacité d’une direction capitaliste, ce devra être le rôle des administrateurs et autres contrôleurs publics, et la paix sociale au moyen d’une participation limitée des travailleurs aux décisions, ce devra être la tâche des syndicats « vigilants mais responsables ».

Les réactions des syndicats face à la mise en place d’un tel projet sont diverses et correspondent généralement à leurs différentes « sensibilités ».

La CGC (Confédération générale des cadres), craignant de voir disparaître les profits capitalistes, crie au « casse-cou » et voudraient négocier à la fois une souplesse de gestion favorisant des possibilités de promotions salariales et statutaires pour ses membres, et une remise au pas des syndicats ouvriers suffisante pour conserver l’autorité et la responsabilité décisionnelle des cadres.

F.O (Force ouvrière), traditionnellement orientée vers la défense des conditions purement salariales, n’est pas à priori défavorable au projet socialiste dans la mesure où celui-ci permet, par la concertation, l’acquisition de nouveaux avantages et ne favorise pas une politisation excessive des salariés, ce qui aurait pour cette centrale syndicale la conséquence néfaste de livrer ces entreprises nationalisées aux « officines communistes ».

De son côté la CFDT (Confédération française démocratique du travail), malgré qu’elle soit relativement séduite par l’option « pragmatique » de la politique économique proposée par les socialistes, met l’accent sur l’aspect quantitatif des réformes nécessaires à entreprendre. Amélioration de la qualité de la vie au travail et élaboration de structures de participation démocratiques des travailleurs à la gestion des entreprises nationalisées (conseil d’atelier et de bureau, conseil de surveillance élus par les travailleurs) qui devraient être un premier pas vers une certaine autogestion.

La CGT (Confédération générale du travail), enfin, adhérant en grande partie aux options économiques et politiques du PC, préférerait des nationalisations de type « étatisation » où, à la différence des socialistes, les entreprises nationales devraient s’orienter vers la recherche d’une autonomie et indépendance nationale dans le plus grand nombre possible de secteurs. De plus les nationalisations devraient comprendre la totalité des groupes concernés et l’indemnisation devrait s’effectuer au plus faible coût permis par les moyens juridiques disponibles. Enfin le mode de gestion de ces entreprises devrait suivre l’esprit des nationalisations de 1945, c’est-à-dire avec une direction tripartite (État, travailleurs, consommateurs ou contractants) et possiblement des conseils d’atelier constitués des représentants syndicaux.

Quant à la mouvance politique que représente la gauche radicale extra-parlementaire, organisée ou non organisée, celle-ci met de l’avant la nécessité de faire des nationalisations, expropriations totale du capital, le fer de lance d’une alternative réellement socialiste. L’accent est mis ici sur la nécessité que les nationalisations ne soient pas pour les travailleurs un simple changement de direction (patron capitaliste ou État-patron, quelle différence ?) mais la possibilité de rompre avec l’exploitation sous [23] toutes ses formes (division du travail, salariat...) et de s’engager dans une direction authentiquement autogestionnaire (vivre au travail et produire pour les besoins sociaux d’ici en coopération avec le monde non capitaliste).

En examinant ces différents projets, nationalisation « type Renault », type étatisation ou autogestionnaire, il est clair que le problème des « nationalisations » est central dans l’élaboration d’une alternative socialiste en France. De la « réussite » du projet socialiste dépendra en grande partie l’avenir de l’expérience engagée depuis le 10 mai.

Décentraliser et planifier  
pour quelle nouvelle citoyenneté ?

Il est un vieux débat dans l’histoire politique française qui oppose les tenants du centralisme et les défenseurs du régionalisme, dont la Révolution de 1789, opposant jacobins et girondins, ne fut qu’une péripétie. Avec l’arrivée au pouvoir des socialistes, la question de la décentralisation, de la planification et de l’aménagement du territoire revient en force, ayant été un des chevaux de bataille de la gauche depuis vingt ans.

Face à « l’anarchie capitaliste » et au « despotisme centralisateur de l’État bourgeois », il s’avérait nécessaire d’avancer une alternative qui corresponde aux aspirations de *tous* les Français. Malgré l’apparente simplicité de la solution à une telle problématique, « il faut décentraliser les pouvoirs à tous les échelons de la vie politique et construire une planification démocratique », la mise en chantier réelle d’une telle réforme se heurte à de nombreux problèmes.

Au niveau de la décentralisation des instances décisionnelles de l’autorité publique par la relégation des pouvoirs de l’État central aux collectivités locales, la difficulté se situe dans l’arbitrage nécessaire qu’il faut mettre en place entre, d’une part, la volonté locale de défendre des intérêts particuliers qui ne sont pas toujours ceux des travailleurs (reconstitution ou renforcement possible des féodalités locales constituées essentiellement par les notables encore très influents dans certaines régions), et d’autre part, la volonté intrinsèque de l’État central de vouloir faire le bonheur des citoyens malgré eux (l’installation d’infrastructure ou d’unités de production ne peut être que bénéfique puisque « ça développe » la région). La conception d’une « nouvelle citoyenneté » devra s’élaborer entre deux écueil. Au niveau de la planification et de l’aménagement du territoire, outre le problème touchant aux implications régionales de la stratégie globale de la politique économique française, le même type de confrontation ne peut être esquivée sans une réflexion collective nationale et une concertation inter-régionale. En effet, l’état de profondes inégalités régionales constitue le terrain d’un affrontement objectif entre, d’une part, les régions qui, disposant d’un haut niveau de développement économique (développement auto-centré), voudront « profiter » de leurs propres ressources pour accentuer leur développement invoquant les rigueurs de la compétition internationale, et d’autre part, les régions dites « défavorisées » (développement extraverti, si développement il y a) qui, invoquant la « solidarité nationale » et le droit de « vivre au pays », revendiqueront les revenus de transfert nécessaires à leur propre développement.

Dans ces conditions, faut-il faire confiance à la « responsabilité nationale » des régions riches, que ce soient les citoyens qui décident plutôt que les capitalistes de ces régions ne semble pas être forcément un critère certain de cette « responsabilité » ; ou faut-il que ce soit l’État qui « planifie » la redistribution des richesses avec tous les problèmes d’arbitraire étatique que cela comporte ?

Le gouvernement socialiste a choisi une solution « panachée » qui comporte, d’une part, une décentralisation administrative [24] et politique assez novatrice dans le cas de la France, et d’autre part, la mise sur pied d’une politique de planification et d’aménagement du territoire qui devra tenir compte des inégalités régionales grâce à une procédure contractuelle entre l’État et les régions. Si la mise en place d’un tel type de planification n’est prévu que pour 1983, et sera précédé d’un plan intérimaire de deux ans, le projet de décentralisation est déjà bien avancé.

Alors que la loi sur les droits et libertés des collectivités locales relative aux communes et aux départements a déjà été largement discutée au Parlement, notamment le remplacement des préfets par des Commissaires de la République qui abandonnent le pouvoir exécutif aux Conseils généraux et se cantonnent à représenter la volonté de l’État central (coordination entre les différents ministères) et d’effectuer un contrôle à postériori, il reste le problème de l’organisation des régions et des dispositions communes aux trois niveaux d’administration locale (régional, départemental et municipal).

Néanmoins, au moins deux problèmes « techniques » pourraient très vite bloquer le nouvel appareil administratif s’ils ne sont pas résolus adéquatement.

- *Premièrement*, quelles pourraient être les procédures d’arbitrage entre les différentes collectives locales aux pouvoirs étendus dont les intérêts ne manqueront pas d’être divergents ?

- Et *deuxièmement*, quels pourraient être les modes de financement de ces collectivités locales (impôts prélevés directement par les collectivités locales, redistribution d’« enveloppes » par l’État central, attribution de subventions à usage discrétionnaire ou spécifique, système mixte...) qui à la fois leur donneraient les moyens de leur politique et assureraient une redistribution « équitable » en accord avec le projet socialiste de « solidarité nationale ».

Si la C.G.T. et le P.C., traditionnellement centralisateurs et en faveur d’une planification centralisée sous la férule de l’État, sont assez réservés quant aux chances de succès du projet présenté par le gouvernement socialiste, les militants socialistes, de la C.F.D.T., et d’une large frange de la gauche radicale poussent à la roue pour accentuer un processus de décentralisation réelle.

Ainsi, la volonté de mettre en évidence l’émergence des identités régionales dans toutes leurs dimensions, économiques, sociales et culturelles, donne lieu à la mise de l’avant de propositions d’encadrement faisant de la décentralisation plus qu’un simple processus de relégation de quelques pouvoirs de l’État vers les collectivités locales. La C.F.D.T., par exemple, propose la mise sur pied de « comités locaux d’emploi » tripartites (entrepreneurs, syndicats, élus) par « pays » ou par « bassin » d’emploi qui auraient à faire face immédiatement aux problèmes de chômage, pour ensuite se transformer en véritables « comités économiques et sociaux locaux ». De plus il est avancé l’idée d’une « socialisation » plutôt qu’une nationalisation étatique, et cela sous la forme d’une « municipalisation » ou « régionalisation » d’entreprises. Dans la même optique, l’éducation nationale, et de façon générale l’ensemble des institutions culturelles nationales, devraient prendre en compte les particularismes régionaux et, entre autres, adopter le bilinguisme (basque, breton, occitan, catalan...).

Il n’est donc pas difficile de se rendre compte combien le problème de la décentralisation, de la planification et de l’aménagement du territoire, à la source de l’élaboration d’« nouvelle citoyenneté », constitue un des chevaux de bataille dans la lutte pour construire en France un socialisme démocratique.

Un nouveau contrat social  
à la hauteur des aspirations des travailleurs.

Après plus d’un quart de siècle de revendications [25] restées sans effets, exceptés les quelques acquis de mai 68, les travailleurs qui ont porté massivement la gauche au pouvoir sont en droit d’attendre des réformes qui correspondent à leurs aspirations profondes de changement social.

Au moins trois questions devraient trouver des réponses satisfaisantes pour les travailleurs et leurs organisations. Quels acquis salariaux obtenir ? Quelle « participation » doit se mettre en place dans les entreprises ? Et enfin, quelle « couverture sociale » doit garantir la sécurité et le bien être des travailleurs et leurs familles ?

Au niveau des acquis salariaux, alors que le principe de la cinquième semaine de congés payés est acquis, la discussion d’oriente autour de deux axes prioritaires. La réduction du temps de travail d’une part, et le relèvement du S.M.I.C. (salaire minimum) avec aménagement de l’échelle mobile des salaires dans le sens de la réduction des écarts d’autre part. Pour le premier point, la réduction du temps de travail, outre le problème de savoir si la conséquence en serait effectivement la réduction du chômage et dans quelle proportion, le problème se situe dans les conditions réelles de la mise en place d’une telle réduction. Faut-il, comme le voudrait le patronat, que la réduction du temps de travail (la négociation actuelle tourne autour du chiffre de trente-neuf heures hebdomadaires, l’objectif pour 1985 étant de trente-cinq heures) s’accompagne d’un « réaménagement » du temps de travail (élargissement du travail en équipe, souplesse dans le nombre d’heures supplémentaires tolérées, temps de travail consolidé dans l’année, journée continue et travail « à la carte »...) ? N’y aurait-il pas un risque d’intensification du travail et d’approfondissement de la division du travail ? Travailler plus vite et dans des conditions plus mauvaises, quels avantages réels pour les travailleurs et les citoyens ?

Pour le second point, le resserrement des différences de salaire et le relèvement du salaire minimum, le problème est de savoir si la volonté, déclarée par l’ensemble des formations syndicales et politiques de gauche, d’une part, de renforcer la « solidarité nationale », et d’autre part, de donner un sens réellement socialiste au terme de « collectif de travail », passera dans la pratique et trouvera un écho suffisant chez les travailleurs.

Une des clefs de réponse à cette question, outre la capacité de lutte des travailleurs pour imposer leurs revendications, est contenue dans ce que sera la future « loi sur les nouveaux droits des salariés ».

Au niveau syndical il est réclamé par les deux grandes centrales ouvrières, la C.G.T. et la C.F.D.T., l’élargissement des libertés syndicales, avec plus particulièrement la possibilité de donner aux sections syndicales d’entreprise des moyens légaux plus importants (droits d’intervention et de réunion sur les lieux de travail...). Pour ce qui est du nouveau type de « participation », la constitution de conseils d’atelier et de bureau élus et l’élargissement des responsabilités économiques du comité d’entreprise (contrôle des licenciements, contrôle et participation effectives à la gestion et à la définition de la stratégie économique de l’entreprise, contrôle du caractère « social » de la production : conditions de travail et nature du produit...) constituent les conditions nécessaires à la mise en place d’une réelle « participation » des travailleurs à la vie économique des entreprises sans laquelle le « projet socialiste » risque de perdre toute signification pour les travailleurs.

Enfin la nécessité d’assurer une « couverture sociale » légitime aux travailleurs et leurs familles impose que soient rapidement mises en place les modalités d’accession à la retraite à soixante ans, tout comme, d’une part, l’élaboration d’un financement adéquat [26] de la Sécurité Sociale (charges patronales plus importantes et surtout recouvrement plus rapide de celles-ci, déplafonnement des cotisations pour les hauts salaires...) et d’autre part une orientation des dépenses plus en accord avec le projet socialiste (nationalisation totale des industries pharmaceutiques et de matériel de santé, médecine préventive communautaire et unités médicales légères plutôt qu’une médecine libérale uniquement curative avec de grosses unités hospitalières...). De la même façon, le financement des allocations chômage devrait être en accord avec la volonté de « solidarité nationale » (élargissement des cotisations aux fonctionnaires, déplafonnement des cotisations pour les hauts salaires, contribution plus importante des entreprises...).

La mise sur pied d’un « nouveau contrat social », fondement social de toute possibilité de construire un socialisme démocratique, va donc constituer un des tests majeurs pour le nouveau gouvernement socialiste.

Justice et libertés

L’avènement de la Ve République, dans les conditions que l’on sait, avait marqué une rupture avec la tradition démocratique quasi légendaire des droits de l’homme en France. Il appartiendra au nouveau pouvoir socialiste de renouer avec cette tradition en lui donnant l’éclat que requiert le niveau de développement économique du pays.

Réformer la justice, réconcilier la nation avec sa main-d’oeuvre immigrée, qui a tant contribué à l’essor économique, se donner les moyens d’ouvrir la culture aux particularismes régionaux, favoriser toutes formes de création, décloisonner et libérer l’information du carcan de l’État et des grands monopoles de la presse et de la radio, telles sont les aspirations si souvent étouffées des Français.

Déjà entamée avec la suppression de la Cour de Sûreté de l’État, tribunal d’exception que n’aurait pas renié une dictature, l’abolition de la peine de mort et l’abrogation de la loi anticasseurs, la réforme de la justice devra s’attaquer à la révision, dans un sens plus démocratique, de certaines lois désuètes ou encore trop marquées par le type de gouvernement de l’ancien régime, et recourir à la suppression de certaines de celles-ci. (loi Sécurité et Liberté, dispositions relatives à la détention préventive et à la garde à vue, règlements pénitenciers tels que les quartiers de haute sécurité...). Redonner à la défense les droits qui lui permettent d’exercer correctement sa vocation à éclairer la justice, permettre aux citoyens de pouvoir jouir pleinement de leurs droits, y compris celui d’être les garants du bon fonctionnement et du respect de la justice, innover dans le sens de règlements pénitenciers plus humains, construire une nouvelle philosophie du droit collectif (droit du travail, droit social, droit associatif...) qui donne un sens au terme de « communauté nationale »... sont autant de tâches nécessaires auxquelles la réforme de la justice devra faire face.

Réconcilier la nation avec les communautés des travailleurs immigrés par la régularisation de leur statut (carte de séjour, carte de travail...) et par la disposition de droits légitimes (droit de vote dans les collectivités locales, droits sociaux tels que droit au logement, à l’éducation dans leur langue, à la santé...), est aussi un impératif attaché au projet socialiste.

Un autre droit dont l’ancien régime voulait faire « l’économie », est celui du droit à l’épanouissement culturel pour tous. Faciliter l’accession aux biens et services culturels par une politique de soutien financier (réduction du prix des supports marchands et subventions aux institutions culturelles), reconnaître l’existence réelle des identités culturelles régionales et communautaires, donner les moyens à toutes formes de création, constituent [27]aussi la nécessaire marque qualitative d’un socialisme réellement démocratique. Et puisque la démocratie ne se décrète pas par l’État, les médias d’information, jusqu'ici aux mains des monopoles privés et de l’État, devront être le miroir et le porte-voix de la richesse créative que porte en son sein le projet socialiste. Casser le monopole étatique de la radio-télévision, démembrer les monopoles privés de la presse et de l’édition, au profit de moyens d’information de qualité fait par et pour les citoyens (moyens de communication à statut associatif, presse et radio libres...), non plus supports de propagande gouvernementale ou de recherche de profits commerciaux ; telles sont aussi les conditions d’un changement démocratique vers le socialisme.

La « prudence » actuelle du gouvernement socialiste vis-à-vis de ces questions (il est tellement plus attrayant pour un nouveau pouvoir d’entrer dans les chaussures du précédent) risque de compromettre le projet original de construction d’un socialisme dans la liberté.

L'indépendance nationale passe-t-elle  
par un nouveau type de « coopération » internationale ?

La France de par sa situation géographique, son histoire coloniale, et son importance dans l’espace politique et économique occidental, est soumise à un certain nombre de contraintes objectives qui implique qu’une stratégie politique et économique de nature socialiste devra se construire à la fois comme une rupture progressive du processus de transnationalisation du capital, et comme une modification du type d’alliance connu dans le passé. Dans ce cadre, la conception de la défense nationale, le rôle de la diplomatie, et le type de coopération économique internationale devront rompre avec la politique de triste mémoire de l’ancien régime.

Se doter d’une défense nationale qui ne devra compter que sur ses propres forces ne fait aucun doute pour l’ensemble des formations de gauche. Les problèmes interviennent lorsqu’il faut déterminer le type d’alliance à préserver. Les socialistes au pouvoir ont franchement opté pour un atlantisme à la française, c’est-à-dire sans intégration militaire à l’O.T.A.N., qui, tout en préservant les liens traditionnels entre « alliés » occidentaux, ne compte en aucune façon avoir une politique conciliante vis-à-vis des États-Unis. Les récentes prises de position tiers-mondistes du gouvernement français et la reconnaissance par celui-ci du front d’opposition salvadorien et du droit légitime des palestiniens à l’autodétermination sont là pour rappeler la rupture politique intervenue le 10 mai. Le P.C. de son côté serait plus favorable à un rapprochement avec les pays de l’Est mais le faible écho d’une telle position dans le pays la marginalise.

Un autre problème réside dans la nature du fonctionnement démocratique de l’armée. Face aux revendications de constitution de syndicats de soldats (« citoyen sous l’uniforme tu restes un travailleur ») et d’aménagement du type et du temps de service militaire qu’il convient d’adopter (durée de six mois plutôt que de douze, instruction militaire plus adaptée aux nouvelles mentalités, possibilités de service civil...), le nouveau pouvoir socialiste fait preuve d’un inquiétant conservatisme.

Du côté de la politique des échanges économiques internationaux, celle-ci semble prendre une double direction. Il est mis de l’avant, d’une part, la constitution d’un « espace social européen » qui devrait renforcer les échanges au sein de la communauté européenne, et d’autre part, la mise sur pied d’une nouvelle « coopération » avec les P.M.A. (Pays Moins Avancés), traditionnellement liés à la France, qui serait en rupture avec le néo-colonialisme de l’ancien régime.

[28]

Si le premier axe de cette politique semble être dans la continuité, se heurtant toujours aux revendications encore vivaces du fameux « produisons français », le second axe, qui semble faire l’unanimité des formations de gauche et constituer le cheval de bataille du nouveau pouvoir socialiste, pose de nombreux problèmes. En effet, instituer un nouveau type de coopération nord/sud dans une conception clairement tiers-mondiste (aide financière, assistance technique, échanges fondés sur la réciprocité, négociations globales...) implique, d’une part, la volonté réelle des « nouveaux coopérants » publics ou privés d’appliquer cette politique (c’est tellement plus facile et rentable à court terme de piller plutôt que de coopérer), et d’autre part, la question de la possibilité même d’une telle politique avec certains P.M.A. gangrénés par une bourgeoisie compradore (fantoche de l’ancien régime colonialiste dans le cas de la France) plus avide de piller leur propre pays que de lui assurer un développement cohérent.

De toute façon, quelles que soient les difficultés inhérentes à la mise en place d’une telle « coopération », il est de l’intérêt des travailleurs français et des P.M.A. de commencer à construire *dès maintenant* un nouveau type de relations « économiques » en rupture avec l’espace transnational du capital, et constitue donc un test décisif pour la construction d’un socialisme démocratique en France ou ailleurs.

Jusqu'où ne pas aller

Aux « grands dossiers » dont nous venons sommairement de rendre compte le nouveau pouvoir socialiste devra trouver des solutions élaborées en fonction de deux grands types de contraintes, les unes « externes », les autres « internes ».

Le premier type de contraintes, « externes », de par leur nature, échappe en partie, tout du moins à court terme sinon à moyen terme, aux nouveaux responsables. Il s’agit de l’héritage de structures économiques fortement intégrées dans l’espace capitaliste international. Les impératifs de défense de la monnaie nationale, la nécessité de maintenir un niveau élevé d’exportation pour équilibrer la balance commerciale, la pression exercée par les hauts taux d’intérêt, les stratégies et armatures industrielles de certains secteurs fortement internationalisés, les logiques de filière élaborées sur des marchés dépassant le cadre national, la faiblesse d’une compétitivité grevée par des coûts sociaux et salariaux d’une politique sociale avancée... constituent autant d’entraves qu’il faudra lever pour que puisse s’accomplir le projet socialiste. Rompre trop brutalement avec cet héritage risquerait de « casser » l’appareil productif français. La question de la transition est donc à l’ordre du jour.

Le second type de contraintes, que l’on pourrait qualifier d’« internes », réside dans la volonté et la capacité politique du nouveau gouvernement socialiste, d’une part, d’« amadouer » la bourgeoisie nationale pour éviter que celle-ci, encore objectivement aux commandes de l’économie française, ne renouvelle la même tentative de sabotage que lors du Front Populaire de 1936 par ce qui fut nommé « le mur d’argent » ; et d’autre part, de faire entrer dans les faits les promesses électorales qui correspondent aux aspirations profondes des travailleurs.

Ce double objectif contradictoire, cocktail explosif s’il en est, marque la limite objective de toute expérience réformiste.

Le chemin vers le socialisme démocratique est long, tout acquis, tout pas en avant doit être recherché. C’est sur cette voie que s’est engagée la France depuis le 10 mai 1981.

J.-J. Gislain  
octobre 1981